

LA LETTRE ECO

N°112

31 janvier 2015

SOMMAIRE

Le Coin des Epargnants

- Le tableau financier de la semaine
- Après l'euphorie, le retour aux fondamentaux
- L'or reprend quelques couleurs
- L'euro coulé mais pas touché par la Grèce

Si vous étiez absent cette semaine

- Etats-Unis, une croissance en version douche écossaise
- Zone euro, inflation, la descente aux enfers continue
- Zone euro, l'emploi un léger mieux
- France, l'emploi aux abonnés absents

Le Coin de la Conjoncture

- L'Allemagne veut et peut y croire
- La consommation française sous le joug de la contrainte
- Portugal, le havre des retraités

Le Coin des Tendances

- Qui gouvernera l'économie mondiale
- Manuels numériques contre manuels « papier »
- Les jeunes et les voitures, fin de passion ou divorce de raison

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS

Le tableau financier de la semaine

	Résultats du 30 janvier 2015	Evolution sur 5 jours	Résultats au 31 déc. 2014
CAC 40	4604	-0,79 %	4 272 pts
Dow Jones	17 164	-2,87 %	17 823
Nasdaq	4 635	-2,58 %	4 777
Dax Allemand	10694	+0,42 %	9 805
Footsie	6 749	-1,22 %	6 566
Eurostoxx	3 197	-1,63 %	3 146
Nikkei	17 674	+0,93 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans	0,547 %	0,557 % (taux du 23/01)	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans	0,304 %	0,367 % (taux du 23/01)	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans	1,653 %	1,825 % (taux du 23/01)	2,17 %
Cours de l'euro / dollars	1,13	+0,85 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars (1^{er} fixing Londres)	1263	-2,32 %	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars	52,2	7,64 %	57,54

Les bourses, après l'euphorie, le retour aux fondamentaux ?

Les bourses d'Europe continentale avaient beaucoup progressé avant et après les décisions de la BCE. Un retour à la normal était prévisible. La publication de résultats économiques en demi-teinte dans plusieurs pays dont les Etats-Unis a mis un terme au processus de hausse. Les investisseurs ont, en outre, voulu engranger quelques bénéfices en ce début d'année.

Malgré ce petit accès de faiblesse, la bourse de Paris a connu un beau mois de janvier avec un CAC 40 en hausse de 7,76 %. C'est le meilleur mois de janvier depuis le krach de la bulle Internet. Il faut, en effet, remonter à 1999 pour retrouver une hausse plus importante. C'est aussi la plus forte progression enregistrée sur un mois depuis le mois d'octobre 2011 (+ 8,75 %). Ce beau résultat a été obtenu avec un volume d'échanges moyen supérieur de 30 % à celui enregistré sur l'ensemble de l'exercice 2014.

Les autres places européennes ont également connu un beau mois de janvier à l'image du Dax allemand qui a progressé de 7,73 %. L'indice belge a gagné 6,49 % quand celui des Pays-Bas a augmenté de 5,50 %. En revanche, l'indice de la bourse espagnole est en recul et le Footsie britannique toujours handicapé par les valeurs pétrolières n'a augmenté que de 2,79 %. Le Dow Jones a, de son côté, perdu près de 5 %, la publication des résultats des entreprises n'y étant pas pour rien.

L'or noir reprend quelques couleurs

Après de semaines de chute libre, le baril se stabilise autour des 50 dollars. Le baril de Brent a même terminé la semaine à 52 dollars. Cette stabilisation n'empêche pas le pétrole d'avoir baissé sur l'ensemble du mois de janvier de 9,70 % et cela pour le septième mois consécutif.

L'arrêt de la chute de l'or noir s'explique par la recrudescence des violences en Irak et l'arrêt de plusieurs plateformes de forage aux Etats-Unis. Par ailleurs, des voix se sont élevées en Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes Unis en faveur d'une stabilisation des cours en ayant recours le cas échéant à des réductions de production. Le nouveau Roi d'Arabie saoudite, le Roi Salman qui succède au Roi Abdallah, entend faire quelques gestes d'apaisement à l'égard de ses alliés. Il y a une volonté manifeste de la part des dirigeants de l'Arabie Saoudite ou des Emirats Arabes Unis de ne pas trop indisposer les Etats membres de l'OPEP ayant besoin économiquement et financièrement d'un pétrole cher (Algérie, Venezuela, Nigéria...).

L'euro, touché mais pas coulé par la Grèce

L'euro a touché un point bas le lundi 26 janvier dernier après la victoire du Syriza en Grèce et les premières annonces du nouveau Gouvernement. Il s'est alors échangé contre 1,1097 dollar. La chute a été forte mais brève. Il a vite rebondi à 1,13 dollar. Ce retournement s'explique par les résultats décevants des Etats-Unis et surtout par les annonces de la FED qui ont confirmé que la hausse des taux américains n'interviendra pas dans les prochains mois. Néanmoins, la tendance pour l'euro reste baissière et les âpres négociations avec la Grèce devraient contribuer à son effritement.

SI VOUS N'AVEZ PAS SUIVI L'ACTUALITE ECO CETTE SEMAINE...

Etats-Unis, une croissance en version douche écossaise

Pour le dernier trimestre de l'année 2014, un taux de croissance de 3 % était attendu ; il a fallu se contenter, sous réserve de corrections ultérieures, de 2,6 %. Après le boom du troisième trimestre, + 5 %, certains avaient espéré, un peu vite, à un nouveau miracle économique made in USA. Tel n'a pas été le cas. Néanmoins, la croissance reste ferme, alimentée par le niveau soutenu de la consommation. Entre les mois d'octobre et de décembre, la consommation a progressé de 4,3 % soit le meilleur résultat enregistré depuis 2006. La chute du chômage à 5,6 % contribue à la bonne tenue des dépenses des ménages qui profitent, par ailleurs, de la baisse du coût de l'énergie.

Sur l'ensemble de l'année 2014, la croissance américaine a donc atteint 2,4 % ce qui est plus qu'honorable. En outre, le déficit budgétaire a été ramené à moins de 3 % du PIB. Les Etats-Unis signent ainsi leur meilleur résultat depuis 2010 qui avait été marqué par une croissance de 2,5 % obtenue grâce au plan de relance. En 2014, il faut souligner que 3 millions d'emploi ont été créés.

Dans ces conditions, il est assez logique que le moral des consommateurs américains reste bien orienté. L'indice de confiance des consommateurs se situe maintenant à 102,9 (1985 = 100), contre 83,1 points au mois de décembre. Les consommateurs ont également exprimé un degré beaucoup plus élevé d'optimisme quant aux perspectives à court terme de l'économie et du marché du travail. Cet optimisme concerne également leur appréciation sur leurs futurs revenus.

L'accroissement du moral des Américains les incite également à réaliser leurs projets immobiliers. Les ventes de maisons neuves ont fortement progressé en passant de 450 000 à 1,032 million du mois de novembre à décembre. Mais il faut tempérer cet indicateur par le fait que les promesses de vente de maisons ont reculé de 3,1 % toujours au cours du mois de décembre.

Quelques autres données économiques sont plus inquiétantes. Ainsi, à la surprise générale, les commandes de biens durables ont diminué en décembre de 3,5 % confirmant la baisse du mois de novembre de 2,1 %.

Les investissements sont également en repli. Leur progression est passée de 8,9 % au 3^{ème} trimestre à 1,9 % au 4^{ème} trimestre. Les dépenses des entreprises en équipements se sont même contractées de 1,9 % soit la plus forte baisse de depuis le 2^{ème} trimestre 2009. Cette baisse est liée à la dégradation des perspectives à l'exportation et aux difficultés de l'industrie pétrolière avec la chute des cours.

Le déficit commercial s'est également accru au dernier trimestre 2014 en raison de l'appréciation du dollar, les importations ont augmenté trois fois plus vite que les exportations. Les entreprises américaines commencent à souffrir de la hausse du dollar. A cette appréciation s'ajoutent le ralentissement des économies émergentes et la stagnation européenne.

Toujours en raison du dollar fort, les résultats des grandes entreprises américaines publiés en ce début d'année sont décevants à l'exception notable d'Apple qui a augmenté ses parts de marché notamment en Chine.

Pour 2015, il est admis que la chute du cours du baril pourrait générer un surcroît de croissance de 0,5 point mais il est difficile d'évaluer son impact sur le secteur pétrolier et sur l'investissement. De même, la poursuite de l'appréciation du dollar pourrait peser plus fortement que prévu sur les exportations et empêcher l'obtention de la croissance de 3,6 % pronostiquée par le FMI.

Ces résultats en demi-teinte, la faible inflation et la stagnation des salaires incitent la FED et sa Présidente, Janet Yellen, à jouer la montre avant de remonter les taux malgré un taux de chômage à 5,6 %.

La FED doit, en outre, tenir compte des politiques des autres grandes banques centrales qui assouplissent leur politique monétaire. La Banque centrale du Japon a lancé un nouveau plan d'assouplissement quantitatif, la Banque centrale canadienne a diminué son taux directeur quand la Banque centrale européenne a lancé un programme de soutien massif à la zone euro de 1 140 milliards prorogable au-delà du mois de septembre 2016.

Dans son communiqué la FED indique que « le Comité juge qu'il peut être patient avant de commencer à normaliser sa politique monétaire ». La seule modification par rapport au précédent communiqué est l'abandon de la référence au maintien pour « période de temps considérable » de la politique de faibles taux. Le relèvement des taux ne devrait pas intervenir avant la fin de l'été.

Zone euro, inflation, la descente aux enfers continue

Le taux d'inflation de la zone euro continue sa descente aux enfers en étant négatif pour le deuxième mois consécutif. En janvier, les prix ont reculé de 0,6 %, constituant un nouveau record à la baisse. Comme les mois précédents, l'énergie explique en partie cette contraction. La facture énergétique a reculé de 9 % en janvier. Les prix des services sont les seuls à augmenter. Leur hausse est de 1 % en rythme annuel. Les salaires résistent encore avec une progression de 1,3 % sur un an (3^{ème} trimestre 2013 à 3^{ème} trimestre 2014).

Le faible taux d'investissement des entreprises enregistré au sein de la zone euro au 3^{ème} trimestre, 21,7 %, démontre que si reprise il y aura cette année, elle sera lente et très progressive. Les capacités de production restent sous-utilisées et le taux de chômage encore très élevé.

Amélioration à petits pas pour l'emploi en zone euro

Au mois de décembre, le taux de chômage au sein de la zone euro s'est élevé à 11,4 % en baisse par rapport au taux de 11,5 % du mois de novembre 2014. En décembre 2013, il était de 11,8 %.

Au sein de l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage était de 9,9% en décembre 2014 contre 10,0 % de novembre. C'est la première fois depuis octobre 2011 que ce taux descend sous la barre des 10,0% en Europe.

La France se situe en-dessous de la moyenne de la zone euro avec un taux de 10,4 % mais loin derrière l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Belgique. Les pays ayant les plus forts taux de chômage demeurent la Grèce (25,8 % en octobre), l'Espagne (23,7 %), Chypre et la Croatie (16,4 %) ainsi que le Portugal (13,4 %). En un an, le taux de chômage a reculé de près de deux points en Espagne et au Portugal.

Pour le chômage des jeunes, la France fait pâle figure avec un taux de 25,2 % contre une moyenne pour la zone euro de 23 % et de 21 % pour l'Union européenne. L'Espagne détient toujours le triste record du chômage des jeunes avec un taux de 51 %. Elle est suivie par la Grèce (50,6 % en octobre 2014), le Portugal (34,5 %) et Chypre (32,8 %).

2014, l'emploi aux abonnés absents en France

La France a battu un nouveau record en ce qui concerne le nombre de demandeurs d'emploi au mois de décembre dernier quand le taux de chômage continue de diminuer en Allemagne. Avec une baisse du nombre de chômeurs de 9000, le taux de chômage s'établit désormais, en Allemagne, à 6,5 %.

La faible croissance française, autour de 0,4 % en 2014 ainsi que l'augmentation de la population active ont contribué à la progression du nombre de demandeurs d'emplois. A la fin du mois de décembre 2014, la France comptait 5,218 millions de demandeurs d'emplois dont 3,496 millions en catégorie A. En un an, la progression du nombre de chômeurs (catégorie A) atteint 189 400 soit une hausse de 5,7 %. En 2013, il y avait eu 174 800 demandeurs d'emploi en plus.

La hausse est particulièrement forte pour les plus de 50 ans, + 10 % en un an. La progression est plus faible pour les moins de 25 ans, +0,7 % qui bénéficient de la montée en puissance des emplois d'avenir.

Au niveau régional, des disparités importantes apparaissent. Le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) progresse de 12,3 % en Corse ce qui constitue un record. La Corse est confrontée à une chute assez forte de l'activité dans le bâtiment et aux résultats en demi-teinte de la saison touristique. Les Pays de la Loire, le Poitou Charente et l'Aquitaine connaissent une augmentation rapide. Ce sont des régions qui comme la Corse bénéficient d'une forte immigration. La progression est, en revanche, plus faible en Picardie et en Haute Normandie qui ont connu des fortes pertes d'emploi lors des précédentes crises. La région Ile de France se situe dans la moyenne avec une progression du nombre de demandeurs d'emploi de 5,8 %.

La situation de l'emploi est d'autant plus préoccupante que l'ancienneté moyenne augmente et est, désormais, de 539 jours pour les demandeurs d'emploi (catégories A, B et C). Cette durée s'est accrue de 28 jours en un an. 43 % des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un.

L'INSEE ne prévoit pas de baisse du chômage sur 2015. Néanmoins, les effets cumulés de la baisse du cours du pétrole, de la dépréciation de l'euro, du pacte de responsabilité et du CICE devraient à compter du second semestre commencer à porter leurs fruits.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

L'Allemagne veut et peut y croire

Après une croissance plus soutenue que prévue en 2014, 1,5 %, l'économie germanique semble poursuivre sur sa lancée en ce début d'année. Mercredi 28 janvier, le Gouvernement a revu, à la hausse, ses prévisions pour 2015 en portant le taux de croissance de 1,3 % à 1,5 %. Il s'attend à la création de 170 000 nouveaux emplois sur l'année. La population active s'élèverait alors à 42,8 millions ce qui constituerait un record. L'emploi augmenterait ainsi pour la huitième année consécutive. Le recours à l'immigration demeurera indispensable. Le solde migratoire a été positif de plus de 470 000 l'année dernière. Dans ces conditions le taux de chômage devrait passer de 6,7 à 6,6 %.

La réévaluation du taux de croissance se fonde sur une augmentation des exportations et une progression de la demande intérieure. L'instauration du salaire minimum depuis le 1^{er} janvier et le relèvement des pensions de retraite, intervenu en 2014, devraient favoriser la consommation.

En revanche, de plus en plus de voix s'élèvent Outre-Rhin pour demander un accroissement des investissements publics. Le patronat réclame une modernisation des infrastructures au moment même où le ministre de l'économie SPD met en avant le nécessaire équilibre des finances publiques.

La consommation française sous le joug de la contrainte

Les dépenses de consommation n'en finissent pas de baisser. Après un recul de 0,3 % en 2013, elles ont diminué en 2014 de 0,25 %. En prenant en compte la progression de la population, la baisse est encore plus nette. En effet, la population française s'est accrue de plus de 300 000 durant l'année 2014. Les dépenses de consommation par habitant pourraient avoir baissé de près de 0,7 %.

L'augmentation du chômage, l'accroissement des prélèvements obligatoires, le remboursement des emprunts immobiliers pèsent sur les dépenses de consommation. La diminution du prix de l'énergie a été également favorable à cette décreue. Les Français ont maintenu en outre leur effort d'épargne. Selon les dernières statistiques de la Banque de France, le taux d'épargne des ménages serait remonté à 15,8 % du revenu disponible brut au 4^{ème} trimestre. Si les Français se sont

désengagés du Livret A, ils ont augmenté leurs versements sur les Plans d'Épargne Logement et sur l'assurance-vie tout en laissant plus de liquidités sur leurs comptes courants.

Portugal, le pays de la silvereconomie...

Les retraités européens qui décident de s'installer au Portugal bénéficient d'une exonération de l'impôt sur le revenu. Pour bénéficier de cet avantage, il ne faut pas avoir résidé dans ce pays lors des cinq dernières années et y vivre au moins la moitié de l'année. Ce pari d'attirer des revenus fournis par des caisses de retraite étrangères fonctionne bien. En 2014, un logement sur cinq a été acheté par un étranger. Le nombre de Français qui se sont installés a doublé l'année dernière. Près de 4 000 Français ont ainsi fait le choix du Portugal. Les ressortissants de la communauté portugaise en France, estimée à plus d'un million de personnes, sont évidemment les plus intéressés par le retour dans leur pays d'origine, mais des non-lusitaniens choisissent également le Portugal en raison du climat et du moindre coût de la vie. Le développement des liaisons aériennes low-cost, le bon niveau du système de santé, la stabilité politique constituent autant d'atouts pour le Portugal. Les autres destinations privilégiées par les retraités n'offrent pas l'ensemble de ces avantages. Les autres pays d'accueil des séniors sont le Maroc, la Thaïlande ou l'Île Maurice.

LE COIN DES TENDANCES

Qui gouvernera demain l'économie mondiale ?

Au sein du FMI, les tensions entre les actionnaires, c'est-à-dire les États membres, se font de plus en plus fortes. Un double problème se pose à l'institution, l'augmentation de son capital pour remplir ses missions et l'attribution des droits de vote. Le capital du FMI n'a pas été augmenté à dû concurrence de la progression du PIB mondial depuis l'an 2000. En 2010, un accord était intervenu afin de corriger cette erreur et d'en doubler le montant. Le principal actionnaire, les États-Unis, n'a toujours pas ratifié cet accord en raison de l'opposition du Congrès. Les Républicains considèrent que l'augmentation des moyens d'intervention du FMI ne fera qu'encourager les États impécunieux et que le pouvoir des États-Unis sera dilué.

Derrière cette augmentation du capital, le combat des droits de vote fait, en effet, rage. Les États-Unis avec 16,75 % de ces droits ont un pouvoir de veto qu'ils ne veulent pas perdre, les décisions les plus importantes devant être prises à la majorité qualifiée de 85 %. Le Brésil, la Chine et l'Inde n'ont actuellement que 8 % des droits de vote quand leurs économies pèsent 20 % du PIB mondial. Un rééquilibrage des pouvoirs apparaît inévitable d'autant plus que le capital du FMI est de plus en plus mis à contribution par les pays avancés. L'accord de 2010 prévoit que les trois pays précédemment cités bénéficient d'une majoration de 6 % de leurs droits de vote et de deux sièges supplémentaires au sein du Conseil d'administration. Ces deux sièges seraient pris sur le quota européen. À terme, la présidence du FMI devrait échapper à l'Europe.

Manuels numériques et manuels papier, même combats ?

La France est en retard dans l'équipement des élèves en outils numériques et dans l'utilisation de manuels numériques. Certes, des progrès ont été réalisés mais ils restent limités. En 2014, 29 % des professeurs utilisaient des manuels numériques contre 16 % en 2011. Leur utilisation progresse fortement pour les matières scientifiques et pour l'apprentissage des langues. Les enseignants du primaire utilisent toujours moins les livres numériques que ceux des collèges et des lycées, 20 % contre 35 %. Seulement la moitié des enseignants ont été formés pour utiliser professionnellement les ouvrages numériques. Les professeurs mettent en avant la complémentarité entre les manuels « papier » et les ouvrages numériques.

Jeunes et voitures, fin de passion ou divorce de raison ?

Les 18 – 25 ans représentent 11 % de la population française de plus de 18 ans mais seulement 4 % des propriétaires de voiture. 3 jeunes sur 5 a son permis de conduire. Ce ratio est en légère baisse sur longue période. Ainsi, les jeunes générations n'auraient plus le culte de la voiture, symbole de la réussite sociale des Trente Glorieuses, symbole d'une société de l'individu roi. Les enquêtes qualitatives ne confirment en aucun cas le divorce. La moindre appétence des jeunes générations à la voiture est liée à des arbitrages financiers. Le coût élevé du permis de conduire mais aussi des voitures, charges comprises (assurances, parking, essence...) explique le recul du taux de possession chez les étudiants et les jeunes actifs. L'augmentation des dépenses de logement explique également cette évolution surtout dans les métropoles où l'offre de transports publics permet de se passer d'une voiture. Néanmoins, selon une récente étude de TNS Sofres, 90 % des jeunes considèrent toujours la voiture comme un symbole d'indépendance et de liberté. Parmi les jeunes ayant leur permis, seulement 9 % pensent pouvoir vivre sans voiture.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Dimanche 1^{er} février

Seront publiés les indices PMI manufacturier et non manufacturier de la Chine du mois de janvier.

Lundi 2 février

Pour **les différents pays de l'Union européenne et pour les Etats-Unis**, il faudra suivre la publication des **indices PMI manufacturier**.

Aux **Etats-Unis**, il conviendra de regarder **les dépenses des ménages** pour le mois de décembre. Après une hausse de 0,6 % en novembre, elles pourraient avoir reculé au mois de décembre de 0,2 %. Sera également connue **l'évolution des revenus des ménages** pour le mois de décembre. Ils pourraient avoir progressé de 0,3 % après une hausse de 0,4 % en novembre.

Toujours aux **Etats-Unis**, **les dépenses de construction** au mois de janvier sont attendues en augmentation de 0,7 % après une baisse de 0,3 % en décembre.

En **France**, **les résultats des immatriculations de voiture** seront publiés pour le mois de janvier.

Mardi 3 février

Pour la **zone euro**, sera connu **l'indice des prix à la production** du mois de janvier. Au mois de décembre, cet indice avait reculé de 0,3 %. Sur un an, la contraction était alors de 1,6 %.

Il faudra suivre **le taux d'inflation de l'Italie** pour le mois de janvier. En décembre, les prix avaient reculé de 0,1 %.

Aux **Etats-Unis**, il sera intéressant d'étudier **l'indice d'optimisme économique (IBD/TIPP)** du mois de février. Seront également **communiqués le résultat des ventes totales de véhicules** du mois de janvier et **les commandes à l'industrie** pour le mois de décembre.

Mercredi 4 février

Une réunion de la **BCE** est prévue mais elle ne concerne pas la politique monétaire.

Seront communiqués **les indices PMI service de l'Espagne, de l'Italie, de la France, de l'Allemagne, de la zone euro, des Etats-Unis et du Royaume-Uni**.

En **Italie**, sera rendu publique **la croissance du 4^{ème} trimestre 2014**. Un recul de 0,1 % est attendu portant la contraction sur l'ensemble de l'année à 0,5 %.

Pour la **zone euro**, sera connu **le résultat des ventes de détail** pour le mois de décembre.

Jeudi 5 février

Pour les **Etats-Unis**, seront connus **les résultats de la balance commerciale** du mois de décembre et de l'ensemble de l'année 2014.

En **Allemagne**, seront connus **les résultats de décembre pour les commandes à l'industrie**.

A **Londres**, il faudra suivre **les décisions de politique monétaire** de la Banque d'Angleterre. Aucun changement n'est attendu.

Vendredi 6 février

Au **Japon**, seront communiqués **l'indice « Coïncident » et l'indice économique avancé pour le mois de décembre**.

En **Allemagne**, il faudra suivre les résultats de la **production industrielle** du mois de décembre.

Au **Royaume-Uni**, sera connue **la balance commerciale** du mois de décembre.

En **France**, seront communiqués **les résultats de la balance commerciale** du mois de décembre et de l'année 2014 ainsi que **les résultats du budget** pour le mois de décembre.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **le taux de chômage** du mois de janvier. En décembre, il s'était établi à 5,6 %. Il faudra également regarder **le taux de participation au marché du travail** qui demeure assez bas. En décembre, il s'élevait à 62,7 %.

Toujours aux **Etats-Unis**, seront publiés les résultats **du crédit à la consommation** pour le mois de décembre.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez, Valérian Denis et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 01 45 00 37 37
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC